

LETTRE FLASH N° 106

23 JANVIER 2025

APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

Un budget qui hypothèque l'avenir

L'année 2024 s'est terminée sur le constat que désormais 80 % des universités étaient désormais déficitaires. Le Sénat a adopté le 20 janvier dernier un amendement gouvernemental coupant encore plus de 630 millions d'euros sur le budget de la MIRE, portant ainsi à plus d'un milliard d'euros (1,183 Md€) les coupes budgétaires par rapport à la loi de finances initiale 2024. Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur et la recherche publics, seul le budget du programme 150 "formation supérieure et recherche universitaire", reste en légère augmentation (43,35 millions d'euros) ce qui ne couvre même pas la trajectoire prévue pour le financement des mesures prévues par la loi de programmation de la recherche (LPR) estimé à 50 millions d'euros [augmentation progressive de la C1, montants dédiés à C2 et C3, repyramidage, contrats doctoraux, emplois...]. La diminution de 85,3 millions d'euros du programme "vie étudiante" hypothèque la suite de la réforme des bourses dont les étudiant·es ont pourtant cruellement besoin. Les universités ne pourront pas faire face à l'augmentation des charges qui se poursuit, et s'aggrave puisque seule la moitié de l'augmentation du CAS pension devrait être compensée. Le SNESUP-FSU refuse les mesures évoquées par France Université sur les formations : "fermeture de diplômes ou d'antennes universi-

taires, réduction des capacités d'accueil, réduction de leurs offres de services, gel ou report de leurs investissements". Mesures qui auront des conséquences directes et néfastes sur l'avenir de la jeunesse. Il ne se résout pas davantage à accepter les coupes envisagées dans la recherche, qui obèrent le développement du champ des connaissances et hypothèque la capacité de notre pays à répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux. L'université, lieu de construction et de diffusion de connaissances ne doit pas être sacrifiée, qui plus est au profit des établissements d'enseignement supérieur privés largement subventionnés et soutenus pour l'accréditation de leurs formations.

Le SNESUP-FSU est engagé dans une large campagne d'information et de mobilisation pour convaincre de la nécessité d'investir dans l'ESR à la hauteur des besoins. Il manque aujourd'hui 8 milliards d'euros pour financer l'encadrement des étudiants, la recherche, la revalorisation des rémunérations, la rénovation immobilière. Dans le prolongement des journées d'action de décembre, **le SNESUP-FSU appelle à se réunir en AG, à poursuivre et amplifier le travail d'information et à discuter collectivement des modalités d'action possibles pour obtenir un tout autre budget.**

Organisation de la recherche : une concentration des moyens sur certains laboratoires CNRS ("Key Labs") au détriment de tous les autres

Le SNESUP-FSU est opposé à la création des "CNRS Key Labs" qui concentreront les moyens sur 25 % des unités de recherche. Cette annonce d'Antoine Petit, PDG du CNRS, faite unilatéralement et sans concertation avec les autres tutelles, en particulier les universités, signifie que 75 % des unités de recherche seront sacrifiées pour que 25 % d'entre elles, les « CNRS Key Labs », retrouvent juste des moyens indispensables, c'est à dire un nombre suffisant de personnels de soutien à la recherche, ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA).

Ces laboratoires seraient choisis unilatéralement par la direction du CNRS et soutenus en termes de moyens humains et financiers par le CNRS qui laisserait les autres, les non-élus, dépendre essentiellement des seules universités qui les hébergent. Les universités françaises, asphyxiées budgétairement, ne pourront pas de surcroît se permettre de compenser un tel désengagement du CNRS. En cette période d'austérité budgétaire, il serait inconséquent et délétère d'ajouter une nouvelle compétition entre unités, disciplines et collègues au niveau national.

Cette stratégie risque de marginaliser de nombreux laboratoires CNRS, qui vont perdre leur attractivité et à terme, faute de ressources et de moyens, disparaître avec leur patrimoine scientifique et technique en contribuant ainsi à une fracture scientifique et territoriale dont les effets seront patents dans les années à venir. Cette annonce, qui s'inscrit dans les politiques de déconstruction de l'ESR menées ces dernières années, augure la fin d'une coopération fructueuse entre le CNRS et les universités au travers des UMR.

Le SNESUP-FSU appelle, avec l'ensemble des organisations syndicales de l'ESR, à se rassembler largement le 27 janvier à 12h30 devant le siège du CNRS, 3, rue Michel-Ange, Paris 16^e, Métro Michel-Ange – Auteuil, le jour de son Conseil Scientifique, pour demander l'abandon du projet « CNRS Key Lab ».

Mayotte : urgence !

Mayotte a été frappée durement par le cyclone Chido puis par la tempête Dikeledi. Le SNESUP-FSU exprime sa solidarité et apporte tout son soutien à l'ensemble des collègues et étudiant.es de l'université. La section locale a rédigé dans notre dernier mensuel un état des lieux de la situation. Nous vous invitons à le lire ([voir mensuel 730](#)) et rappelons que l'appel aux dons d'urgence à Solidarité Laïque reste ouvert :

FAIRE UN DON

Le SNESUP-FSU attend des pouvoirs publics que ceux-ci soutiennent et accompagnent les personnels de la fonction publique dans l'exercice de leurs missions essentielles d'intérêt général, de protection de la population et de restauration de ses conditions d'existence. Le SNESUP-FSU sera particulièrement attentif à ce que les agent.es de la Fonction publique ne soient pas laissé.es seul.es face à l'immense défi de la reconstruction de Mayotte.

Des mesures d'urgence et de moyen terme doivent être prises pour enfin, satisfaire les besoins élémentaires de toute la population en termes d'accès à l'eau potable, la santé, l'habitat social, l'emploi, à l'éducation et à l'enseignement supérieur et la recherche.

Alors que les scientifiques soulignent que les températures de l'Océan Indien, plus élevées que la normale, ne peuvent qu'aggraver l'intensité des cyclones, le SNESUP-FSU rappelle qu'il y a urgence à adopter des alternatives économique, sociale et écologique.

► Le contexte politique tant international que national est marqué par une remise en question massive des droits. L'investiture de D. Trump à la présidence des États Unis d'Amérique avec son lot d'outrances, notamment celle de et ses soutiens - marque une nouvelle étape dans la diffusion des idées réactionnaires et la montée de l'extrême droite plus qu'inquiétantes. **Dans ce contexte, le SNESUP-FSU appelle à rester mobilisé pour le renforcement du service public de l'ESR qui constitue un rempart devant la montée de l'extrême-droite.**

► Si le cessez-le-feu à Gaza est un soulagement, l'avenir reste particulièrement incertain et préoccupant. Dans les universités françaises, les conférences portant sur ces thématiques doivent pouvoir se tenir et ne pas faire l'objet d'entrave aux libertés. **Le SNESUP-FSU rappelle l'importance du respect du droit international et d'une mobilisation pour une paix juste et durable dans la région. Il appelle, avec la FSU, à participer aux manifestations organisées samedi 25 janvier pour une paix juste et durable : voir CP ici.**

► Les gouvernements se succèdent sans pour autant que les politiques menées marquent une inflexion notable. La réforme des retraites en est la parfaite illustration. Elle fait partie des dossiers qui ne souffrent aucune remise en question pour le gouvernement. **Le SNESUP-FSU rappelle sa revendication d'abrogation de la réforme de 2023.**

Vote : Unanimité moins une voix